

Extrait du Investig'Action

<http://michelcollon.info/Les-Etats-Unis-veulent-les.html>

# **"Les Etats-Unis veulent les islamistes pour éliminer les jeunes et la gauche"**

- Français - Analyses et témoignages - Afrique -

Date de mise en ligne : jeudi 7 février 2013

---

**Auteur(s) : Investig'Action**

---

**Investig'Action présente ici un extrait du débat réalisé par Michel Collon entre l'économiste égyptien Samir Amin, le politologue éthiopien Mohamed Hassan et le journaliste israélien Michel Warschawski, débat publié dans la deuxième édition de notre livre Israël, parlons-en ! Parce que les développements et blocages actuels de la révolution égyptienne y sont analysés, et le raisonnement vaut largement aussi pour la révolution tunisienne. Un extrait : "Comment cela va-t-il évoluer ?" Réponse de Samir Amin : Je crois qu'à court terme la contre-révolution l'emportera. Des élections auront lieu, elles donneront ce que les Etats-Unis veulent : une majorité ou une forte présence d'islamistes au parlement et l'élimination de toute représentation populaire, authentique, notamment des jeunes et des nouveaux partis démocratiques et de gauche. Ça peut marcher pendant cinq ou six mois, mais ça ne durera pas. Le mouvement populaire persiste et il est de plus en plus conscient..."**

**Israël, parlons-en ! est un manuel complet sur les médiamentonges d'Israël, complété par ce débat à trois débats "Israël, face aux révolutions arabes".**

[<http://www.tunisienumerique.com/wp-content/uploads/revolution+tunisienne.jpg>]

*Comment a-t-on réagi en Israël face aux printemps arabes ?*

Michel Warschawski : Ici, la réaction, aussi bien au niveau des élites politiques qu'au niveau populaire, a d'abord été : « Ça ne nous concerne pas ». Puis, avec la chute d'Hosni Moubarak, une certaine crainte s'est manifestée. Après coup, les médias ont découvert que Moubarak était finalement un allié important pour Israël dans la région. Sa chute a donc été perçue comme préoccupante.

D'une façon générale, Israël - comme tous les Etats d'ailleurs - se sent à l'aise avec des régimes, amis ou ennemis, peu importe. A l'aise avec des armées, avec des gouvernements, mais dès que les peuples apparaissent sur la scène politique, alors Israël est complètement désarçonné. Surtout s'il s'agit des peuples arabes qui sont identifiés dans l'opinion publique et dans les discours officiels comme des masses fanatiques ou « fanatisables » et qui sont donc un problème.

*Que les médias aient réagi avec retard, soit. Mais le gouvernement ? Il était quand même au courant de l'importance de l'allié Moubarak ?*

Michel Warschawski : Le gouvernement israélien savait bien que Moubarak était un allié important, mais on présente d'une façon générale l'ensemble du monde arabe, toutes directions confondues, comme une grande menace. C'est seulement dans un deuxième temps que l'on sépare les bons des mauvais. Ou plutôt les mauvais des moins mauvais.

N'y a-t-il pas un grand paradoxe ? Israël se présente comme « la seule démocratie au Moyen-Orient ». Mais à présent, il s'inquiète à l'idée d'être bientôt entouré d'autres démocraties. N'aurait-il pas dû sauter de joie ?

Samir Amin : Il ne faut pas parler du monde arabe comme d'un tout : les situations concrètes sont très différentes d'un pays à l'autre. Néanmoins, il y a quelques grands points communs. Une aspiration à une démocratie authentique, à des degrés divers bien sûr. Une démocratie allant au-delà de simples élections pluripartites, mais plutôt une démocratie avec une dimension de justice sociale (sans forcément opérer une critique fondamentale du capitalisme), et une démocratie avec une dimension anti-impérialiste. C'est-à-dire affirmant le droit des peuples arabes d'avoir des Etats indépendants, non alignés sur la stratégie régionale ou mondiale des Etats-Unis. Des Etats refusant donc de laisser à Israël les mains libres pour son expansion dans les territoires occupés.

Ça, c'est une aspiration très claire et générale.

C'est pour cela que les puissances occidentales - les USA en tête, et derrière eux, l'Europe - ne veulent pas de la démocratie dans le monde arabe. C'est un mensonge gigantesque de dire que les Occidentaux sont satisfaits et qu'ils interviennent « aux côtés » des peuples qui réclament la démocratie.

Au contraire, tous les efforts déployés par les Occidentaux - en alliance avec les forces réactionnaires locales dans tous les pays arabes - visent à faire avorter ce mouvement ou bien à le limiter au maximum pour conserver l'essentiel des systèmes autocratiques non démocratiques.

*Pourquoi donc ?*

Samir Amin : Parce que des régimes non démocratiques sont la condition pour que les pays de la région soient maintenus dans la soumission aux exigences économiques de la globalisation capitaliste et impérialiste, et aux exigences politiques de Washington. Les Etats-Unis et leurs alliés ne veulent pas de la démocratie. Dans les batailles en cours, ils n'interviennent pas en faveur des mouvements contre les régimes, mais avec les régimes pour sauver l'essentiel.

*On vous sent en colère&hellip;*

Samir Amin : Oui, c'est une duplicité monstrueuse. Les Occidentaux sont contre la démocratie ! Le capitalisme contemporain impérialiste n'est pas démocratique, il est antidémocratique, par nature. Particulièrement à l'égard des peuples du Sud en général, et des peuples arabes en particulier.

Michel Warschawski : Ceci est tout aussi vrai pour le régime israélien. Certes, il fait du thème « la seule démocratie au Moyen-Orient » son fonds de commerce, mais c'est une des grandes mystifications de ces cinquante dernières années. En réalité, comme je le disais, le régime israélien peut traiter beaucoup plus facilement avec des régimes - même des régimes hostiles - qu'avec un mouvement populaire. La dernière chose qu'Israël voudrait, c'est que, dans les Etats qui

l'entourent, les mouvements démocratiques s'amplifient.

*Donc, la 'seule démocratie du Moyen-Orient' ne peut être protégée que par des dictatures environnantes ?*

Michel Warschawski : C'est évident. Quand le monde arabe sera démocratique et ouvert, Israël apparaîtra comme ce qu'il est : un régime colonial d'oppression. De plus, cela aura forcément un impact, tôt ou tard, sur le peuple palestinien et le mouvement national palestinien.

*Et sur la société israélienne elle-même ?*

Michel Warschawski : Ça, je ne dis pas, car ce sera un processus malheureusement très long. Mais en tout cas, le gouvernement israélien sera obligé de resituer sa politique. Si je peux me permettre un pronostic, la réponse israélienne traditionnelle, lorsque ça bouge dans la région, qu'il s'agisse de mouvements militaires ou de mouvements populaires et démocratiques, la riposte israélienne classique, c'est qu'ils se préparent à la mobilisation générale. Au moment où nous parlons, en ce début avril, ils frappent déjà Gaza, c'est toujours le premier réflexe de bombarder Gaza, mais ils ne trouvent pas ça « suffisant », et alors les médias israéliens reparlent du « problème » que représenterait le Hezbollah au Liban.

Mohamed Hassan : L'Egypte est l'Etat le plus important dans le monde arabe et dans la région. Depuis quarante ans, la stratégie US vis-à-vis de l'Egypte est basée sur l'idée d'affaiblir l'Egypte de l'intérieur, de détruire l'économie et les conditions sociales caractéristiques de l'ancien régime de Nasser (entre 1952 et 1970). Aujourd'hui, 80% du budget de l'armée égyptienne sont financés par les USA. Toute cette stratégie d'affaiblissement a été mise en place pour que l'Egypte soit paralysée et contrôlée, et garantir ainsi la sécurité d'Israël.

*Cela veut-il dire que les USA n'accepteront jamais de mouvements nationaux démocratiques en Egypte ?*

Mohamed Hassan : En effet, car cela impliquerait une profonde réorganisation interne du pays. Je me souviens du livre *Secret Channels* du grand journaliste égyptien Mohamed Hassanein Heikal. Il y évoquait les réactions des dirigeants israéliens après que les militaires progressistes aient pris le pouvoir en Egypte, en 1952. Le premier ministre israélien David Ben Gourion était très préoccupé par la vision politique de Nasser. Il avait donc demandé à des diplomates yougoslaves, roumains et britanniques de sonder Nasser et de lui faire dire ce qu'il pensait d'Israël. Nasser avait répondu aux diplomates de manière répétée qu'il ne s'occupait pas d'Israël.

Ce que ces diplomates, de retour en Israël, répétèrent à Ben Gourion : Israël n'était pas un sujet de préoccupation pour Nasser. Mais le dirigeant israélien déclara que c'était une très mauvaise nouvelle car Nasser allait donc pouvoir s'occuper de reconstruire l'Egypte de l'intérieur.

Aussi longtemps que l'Egypte sera sabotée de l'intérieur par des dirigeants corrompus à la solde de Tel-Aviv, elle sera en phase avec la politique US. Donc, je ne crois pas que les Etats-Unis laisseront s'installer un pouvoir démocratique souverain en Egypte.

Samir Amin : Je suis tout à fait d'accord - et pas surpris - par ce que viennent de dire Michel Warschawski et Mohamed Hassan. Je voudrais ajouter qu'en Egypte, le clan de la contre-révolution travaille à fond à l'heure actuelle, d'une manière systématique. Face à face, nous avons deux blocs très clairs.

D'abord, le bloc démocratique et populaire, qui est anti-impérialiste à des degrés divers. Il comporte les jeunes, mais aussi la gauche radicale, non négligeable dans l'Egypte actuelle, et encore des éléments des classes moyennes démocratiques.

Soit au sens plein du terme, soit tendant à une demi-laïcité ou à une certaine laïcité. N'acceptant pas, en tout cas, la perspective d'un régime d'islam politique. Ce bloc est majoritaire d'une façon écrasante dans l'opinion publique : il a mobilisé jusqu'à quinze millions de personnes dans des manifestations quotidiennes pendant deux ou trois semaines.

Ce n'est pas négligeable, même si évidemment tout le monde n'est pas politisé au même niveau, comme c'est toujours le cas lorsque tout un peuple manifeste.

En face, le bloc au pouvoir aspire à faire avorter le mouvement démocratique, social et anti-impérialiste. Ce bloc possède trois composantes : la direction de l'armée, la direction des Frères musulmans et la bourgeoisie compradore dans son ensemble. C'est le bloc réactionnaire, soutenu par les émirats du Golfe, avec des milliards et des milliards aujourd'hui déversés pour leur propagande politique islamiste. Ce bloc est aussi soutenu par les USA.

*Pourtant, les Etats-Unis tiennent un discours en faveur de la laïcité et de la démocratie&hellip;*

Samir Amin : Pure duplicité ! Dès le premier jour du mouvement populaire, Barak Obama avait déclaré : « Nous voulons une transition courte ». Courte veut dire contrôlable et contrôlée.

*Une transition rapide, c'est pas bien ?*

Samir Amin : Non, le mouvement populaire demandait une transition longue. Les classes populaires ont été maintenues hors de la politique pendant cinquante ans, elles ont été systématiquement dépolitisées et soumises à un matraquage de

l'Islam politique. Donc, nous insistons là-dessus : ce sera une bataille continue avec une transition longue, donnant aux masses le temps de s'organiser en partis politiques, syndicats indépendants, organisations paysannes indépendantes, etc. Le référendum de mars 2011 a été le premier acte du bloc contre-révolutionnaire. Il a permis de maintenir l'actuelle constitution antidémocratique, avec des amendements sans aucune importance et la préparation hâtive d'élections. De plus, une série de lois ultraréactionnaires ont été prises par ce régime de transition : contre les grèves, contre l'organisation des nouveaux partis politiques, etc.

*De tout ça, on ne parle pas dans les médias occidentaux&hellip;*

Samir Amin : Non, et il est amusant de constater qu'on a reproché à Bachar el-Assad de ne pas vouloir abolir l'état d'urgence en Syrie, alors que l'état d'urgence est toujours maintenu en Egypte ! Le mouvement populaire demande son abrogation, mais personne à l'extérieur, dans les médias dominants, ne le signale. La contre-révolution est donc déjà en place.

*Comment cela va-t-il évoluer ?*

Samir Amin : Je n'ai pas de boule de cristal, mais je crois qu'à court terme la contre-révolution l'emportera. En tout cas, en apparence. C'est-à-dire que des élections auront lieu, elles donneront ce que les Etats-Unis veulent : une majorité, ou une forte présence, d'islamistes au parlement, et l'élimination de toute représentation populaire authentique, notamment des jeunes, et des nouveaux partis démocratiques et de gauche.

Comme je l'ai écrit dès le départ, le 5 février, le modèle pour les Etats-Unis, ce n'est pas le modèle turc. Dans ce pays, l'armée n'est pas très démocratique, loin de là, mais elle est plus ou moins le garant de la laïcité. Pour l'Egypte, ce serait plutôt le modèle pakistanais, où l'armée a le pouvoir en dernier ressort, mais derrière les rideaux. Elle n'occupera plus la première place visible, les Frères musulmans étant chargés de la gestion politique immédiate. Voilà le plan américain pour l'Egypte.

*Et ça va marcher ?*

Samir Amin : Ça peut marcher pendant les cinq ou six mois à venir, mais ça ne durera pas. Le mouvement populaire persiste, et il est de plus en plus conscient de la nature de ce bloc réactionnaire. Il est de plus en plus conscient que la bataille pour la démocratie est loin d'être gagnée.

Michel Warschawski : Les prises de position de Barak Obama ou Hillary Clinton ont effectivement été très claires sur les limites des changements politiques que les Etats-Unis sont prêts à tolérer

en Egypte. L'armée égyptienne ne se laissera pas dépasser. Jusqu'ici, les Etats-Unis ont réussi à maintenir leur domination sur l'Egypte.

*Mais s'ils perdent ce contrôle, que va-t-il se passer ?*

Samir Amin : Cela obligera les peuples de la région - les peuples arabes, mais aussi le peuple israélien - à envisager leurs relations d'une manière radicalement différente.

Michel Warschawski : Moi, je crois qu'Israël lancerait une offensive militaire pour empêcher une telle éventualité.

Samir Amin : Oui, c'est tout à fait possible, je le crains.

Mohamed Hassan : Je pense que la puissance américaine s'affaiblit. On arrive dans une nouvelle ère. Quand les Etats-Unis doivent s'allier avec la France, le Royaume-Uni et l'armée égyptienne pour mener la guerre en Libye, c'est une forme de faiblesse. Actuellement, la majorité des nations poussent à l'instauration d'un monde multipolaire, c'est une tendance forte. Le système unipolaire américain est en difficulté. Dans ce contexte, garder le contrôle de l'Egypte reste leur objectif principal. Mais je doute qu'ils y réussissent.

*Pourquoi ?*

Mohamed Hassan : D'abord, la situation de la population dans sept des onze provinces égyptiennes est très mauvaise. Les gens ne mangent qu'une fois par jour, la misère dans les campagnes est terrible. En 2008, selon le Chicago Tribune, des centaines d'étudiants égyptiens se sont suicidés. Globalement, la situation dans le pays est devenue incontrôlable. Alors, les Etats-Unis peuvent bien s'appuyer sur la bourgeoisie compradore, sur les dirigeants islamistes et sur l'armée, je crois quand même que la révolution spontanée va progressivement développer différents types d'organisations. J'ai même entendu dire qu'une mobilisation s'opère en secret au sein même de l'armée, particulièrement parmi les petits officiers et les simples soldats, qui font aussi partie du peuple. Il y a de nombreux troubles dans l'armée et de nombreuses arrestations ont lieu. Personne n'en parle en Occident. Je crois donc que les Etats-Unis et Israël éprouveront de grandes difficultés, à maintenir ces 85 millions de citoyens égyptiens dans la paralysie et le calme, comme ils l'espèrent. J'en doute vraiment !

*Et s'ils échouent en Egypte ?*

Mohamed Hassan : Alors, l'impact sur la région sera très important. Vous savez, l'Egypte fut une puissance régionale importante. Et même aujourd'hui, l'Egypte possède ses intérêts

propres. Particulièrement au Soudan où ces intérêts ont été lésés avec la division du pays en deux, mais aussi dans la Corne de l'Afrique. En fait, l'Egypte est aujourd'hui le seul pays qui importe des céréales provenant du monde entier. Aujourd'hui, l'Egypte produit à peine 10% de ses céréales alors que, lorsque Nasser a quitté le pouvoir, l'Egypte produisait 85% de ses besoins alimentaires. Donc, la désorganisation et la destruction de l'Egypte est incroyable.

Je ne crois pas que la population égyptienne acceptera un compromis quelconque. Et j'espère que la nouvelle organisation politique qui arrive sera assez mûre pour ne pas tomber dans un piège. J'espère qu'elle s'organisera intelligemment pour empêcher la bourgeoisie compradore et les forces réactionnaires de déclencher une guerre civile.

*Mais les Etats-Unis ne risquent-ils pas de choisir la politique du pire ?*

Mohamed Hassan : Oui, ils choisiront sans hésitation l'option de la guerre civile s'ils ne peuvent plus contrôler le pays. Pour eux, il vaut mieux voir exploser le pays plutôt que de perdre leur influence.

J'espère et je crois constater que les Etats-Unis s'affaiblissent, c'est une bonne chose et en même temps, cela comporte certains risques. La tactique choisie par Obama pour la guerre contre la Libye illustre la faiblesse actuelle des Etats-Unis. La population comme la presse dominante de ces pays n'étaient pas favorables à cette guerre. C'est pourquoi Obama a adopté un profil bas dans les révolutions arabes, et il fera sans doute de même à l'avenir pour le Yémen et dans le Golfe&hellip;

*Des craintes pour leur image ?*

Mohamed Hassan : Oui, les Etats-Unis ne veulent pas être perçus par les pays arabes comme le principal ennemi. Globalement, je crois que le changement est là : il souffle un vent révolutionnaire, qui souligne la faiblesse des USA et du monde occidental.

*Vous disiez qu'Israël avait toujours œuvré pour que l'Egypte soit faible ?*

Mohamed Hassan : Israël n'est pas le principal acteur de cette politique d'affaiblissement. Il a bénéficié de cette stratégie menée par les USA depuis quarante ans. Le raisonnement : si l'Egypte est faible, l'ensemble du monde arabe le sera aussi. L'Egypte ne pourra pas mobiliser le monde arabe et menacer Israël. Voilà en quoi consiste la politique de Washington.

*Est-ce tenable à long terme ?*

Mohamed Hassan : Non, c'est une politique faible : on ne peut pas détruire le peuple égyptien pour toujours, on peut

seulement retarder son expression politique pendant quarante ou cinquante ans. Israël a été un instrument actif de cette politique en devenant très agressif et expansionniste. Quant à la diplomatie égyptienne, elle a été une marionnette de la diplomatie israélienne. Elle a affaibli toute la diplomatie arabe, notamment en persuadant les Palestiniens d'accepter le prétendu processus de paix d'Oslo, et en leur faisant accepter tout ce que l'administration israélienne avait mis sur la table. Il est donc important de voir que la faiblesse de l'Egypte a fragilisé l'ensemble du monde arabe et l'ensemble de la région.

Mais je crois sincèrement que cette étincelle, cette révolution égyptienne spontanée va continuer. Il sera très difficile de revenir en arrière, même si l'armée a été entraînée et organisée par les Etats-Unis depuis quarante ans&hellip;

*Comment ça ?*

Mohamed Hassan : Les officiers égyptiens ont été pris en charge par les Etats-Unis. Il fallait les convaincre psychologiquement qu'ils n'avaient pas de capacités propres de combat. Ainsi, l'armée égyptienne est devenue un pion aux mains de Washington, en participant à la guerre en Afghanistan, où les médecins égyptiens soignent les blessés des armées de l'OTAN. Au nom de cette « alliance contre le terrorisme », les soldats et experts égyptiens font, en différents endroits du monde, le sale boulot que les USA leur demandent. Ce n'est donc plus une armée nationale, mais une armée de mercenaires.